

L'ajournement

conférences internationales servent à donner l'illusion du progrès, même si elles ne débouchent sur aucune réalisation concrète.

Le problème à l'heure actuelle tient au fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres, comme nous l'a démontré, dans un exposé fort éloquent que je signale à l'attention des députés, le secrétaire général du Commonwealth qui a comparu ici même au Parlement devant le sous-comité du développement international. La situation est maintenant critique. Ce n'est plus le temps de discourir, mais d'agir. Voilà pourquoi je reviens à la question que j'ai posée ce soir au représentant du premier ministre. Pourrait-il préciser ce que le gouvernement entend faire, par opposition à ce qu'il entend dire ou écrire dans un communiqué comme celui-ci qui a l'heur de faire naître l'espoir dans les cœurs du monde entier?

Je veux savoir si le Canada va faire plus ou moins d'efforts, car la proportion de l'aide que nous accordons est passée de .58 à .51 p. 100 de notre produit national brut, et M. Dupuis, président de l'ACDI, a déclaré qu'il n'écarterait pas la possibilité qu'elle puisse descendre au-dessous de .5 p. 100, étant donné qu'on ne peut dire exactement ce que fait le Canada à l'heure actuelle. Allons-nous adopter une politique de libre échange ou ajouter encore aux mesures protectionnistes?

La politique du textile annoncée à la Chambre en décembre dernier est une politique régressive. Si nous ne mettons pas sur pied des programmes d'aide à l'industrie qui permettraient de résoudre le problème mondial du chômage au fur et à mesure que la production des biens dont le monde a besoin nécessite une technologie plus avancée, j'estime que le Canada va régresser véritablement et que cela portera un dur coup aux belles paroles du premier ministre.

Il est question ici de résoudre le chômage qui sévit à l'échelle du globe. Le Canada est aux prises avec un taux de chômage sans précédent. Si nous ne canalisons pas massivement nos efforts pour montrer au monde que nous pouvons régler le problème du chômage chez nous, nous aurons peu de chances d'être pris au sérieux lorsque nous nous présenterons à des conférences internationales en disant que nous allons intervenir de façon à résoudre le problème du chômage dans le monde.

Pour ce qui est du fonds commun de denrées, j'aimerais savoir combien d'argent le Canada va y souscrire. Allons-nous en réalité faire des pressions pour créer un mécanisme qui permettrait de renégocier la dette actuelle et d'éviter une nouvelle dette, ou va-t-on se contenter d'émettre des communiqués factices qui ne font que donner de faux espoirs? Ce sont les questions que je pose au premier ministre, et je lui demande d'y répondre avec précision ce soir.

M. Fernand E. Leblanc (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme je ne savais pas exactement de quels sujets le député parlerait ce soir, je ne puis répondre à toutes les questions qu'il a soulevées.

Toutefois, le Canada poursuit ses efforts en vue d'assurer le succès de la Conférence sur la coopération économique internationale. Les députés se rendront compte que le dialogue nord-sud a été un élément important au sommet de Downing Street la fin de semaine dernière. Le premier ministre du Canada (M. Trudeau) voulait en particulier que les dirigeants des sept pays industrialisés présents reconnaissent pleinement les besoins des pays en voie de développement. D'après le communiqué émis à la suite de la rencontre, tous partagent ce souci. Le communiqué note qu'il y a eu des progrès, et les dirigeants se sont engagés à agir.

Le secrétaire d'État aux affaires extérieures (M. Jamieson) et d'autres ministres se sont occupés de près de ces questions et ont grandement collaboré à élaborer la politique canadienne. Il semble maintenant probable qu'on agisse à la CCEI dans les domaines clés de l'énergie, des ententes concernant les marchandises, y compris la possibilité de créer un fond commun, et toute une gamme de questions financières, dont l'endettement et les niveaux d'aide au développement.

Dans tout cela, le rôle du leader du gouvernement à la Chambre (M. MacEachen) en tant que coprésident de la conférence a grandement favorisé la poursuite du dialogue. De concert avec l'autre coprésident, M. Manuel Perez-Guerrero, ministre d'État aux Affaires économiques internationales du Venezuela, il a assuré la continuité de la conférence qui, à un certain moment, était vouée à l'échec. Après d'intenses négociations, les pays développés et en voie de développement semblent maintenant tous prêts à participer à la dernière rencontre au niveau ministériel qui se tiendra à Paris à la fin du mois. Le président de l'ACDI, adjoint du coprésident de la conférence, le président du Conseil privé, est à Paris ce soir pour étudier la situation avec les participants à la conférence à la suite d'une rencontre au sommet la fin de semaine dernière et des dernières rencontres préparatoires qui ont eu lieu à Paris.

Le principal souci du Canada, c'est que les pays en voie de développement reçoivent une aide économique importante. Le gouvernement est encouragé par les progrès réalisés ces derniers mois dans le cadre du dialogue Nord-Sud à l'intérieur et à l'extérieur de la CCEI, et le Canada continuera de jouer son rôle de concert avec les pays industrialisés pour améliorer le bien-être économique des pays en voie de développement.

Monsieur l'Orateur, mon temps de parole est-il expiré?

M. l'Orateur adjoint: Oui.

M. Leblanc (Laurier): J'ai d'autres questions à aborder.

M. Roche: Nous voulons des actes.

M. Dinsdale: Les mots ne suffisent pas.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à 2 heures demain.

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h 29.)